

Convention collective nationale

RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES

(Accord du 14 mars 1947)

(15 juin 1983)

(Étendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A 256 DU 16 JUIN 2009

RELATIF AUX PÉRIODES DE CHÔMAGE (ANNEXE I)

NOR : ASET0950730M

L'article 8 *bis* de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947, relatif à la validation des périodes de chômage, est modifié comme suit :

Paragraphe 1^{er}

L'intitulé du paragraphe 1 est désormais le suivant :

« Bénéficiaires d'allocations visées par la convention du 19 février 2009 relative à l'indemnisation du chômage.

Bénéficiaires de la convention du 19 février 2009 relative à la convention de reclassement personnalisé ».

Le 2^e alinéa du B du paragraphe 1 est désormais libellé comme suit :

« – les titulaires des allocations d'aide au retour à l'emploi, versées en application du règlement général annexé à la convention du 19 février 2009, relative à l'indemnisation du chômage, et des annexes à ce règlement ».

Le 3^e alinéa du B du paragraphe 1, (alinéa qui vise les titulaires des allocations versées en application de la convention du 1^{er} janvier 2001) est supprimé.

Au 4^e alinéa du B du paragraphe 1, qui devient le 3^e alinéa, les termes « convention du 18 janvier 2006 » sont remplacés par les termes « convention du 19 février 2009 ».

Au C du paragraphe 1, la référence à « l'ASSEDIC » est remplacée par « Pôle emploi ».

Le 2^e alinéa du D du paragraphe 1 est désormais libellé comme suit :

« – du salaire journalier de référence retenu par Pôle emploi pour le calcul de l'allocation versée au titre de l'assurance chômage ».

Dans le E du paragraphe 1, les 2^e et 3^e alinéas sont désormais libellés comme suit :

- « – par l'assurance chômage dans les conditions prévues par l'accord du 19 février 2009 relatif au financement par l'assurance chômage de points de retraite complémentaire ;
- « – ainsi que par le présent régime, selon les dispositions prises par la commission paritaire, pour la partie des droits sur la tranche B des rémunérations excédant ceux financés par l'assurance chômage ».

Paragraphe 2

Le paragraphe 2 concernant les bénéficiaires de la garantie de ressources est supprimé.

Paragraphe 4

Au 5^e alinéa du paragraphe 4, relatif aux bénéficiaires des conventions d'allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, la référence à « l'Unédic » est remplacée par les termes « Pôle emploi ».

Paragraphe 5

Au paragraphe 5 intitulé « Bénéficiaires des allocations de solidarité spécifique », les 2^e et 3^e alinéas sont désormais libellés comme suit :

« Pour les périodes de perception de l'allocation de solidarité spécifique au titre desquelles Pôle emploi adresse des attestations aux institutions de retraite complémentaire, les points sont calculés à partir :

- du salaire journalier de référence qui servait au calcul de l'allocation d'assurance chômage précédant l'allocation de solidarité spécifique, salaire revalorisé selon le même mode que celui prévu par le règlement général annexé à la convention relative à l'indemnisation du chômage (1) ; ».

Le renvoi lié au 3^e alinéa du paragraphe 5 est modifié comme suit :

« (1) A défaut de salaire journalier de référence déterminé par Pôle emploi, les points sont calculés à partir de ceux inscrits au titre de l'année civile précédant celle au cours de laquelle l'allocation de solidarité spécifique a commencé à être versée. »

Paragraphe 9

Au paragraphe 9 intitulé « Bénéficiaires de l'allocation équivalent retraite », le 1^{er} alinéa est complété comme suit :

« Les bénéficiaires de l'allocation équivalent retraite (AER de remplacement*), visée à l'article L. 5423-18 du code du travail, puis par le décret n° 2009-608 du 29 mai 2009, qui... » (le reste sans changement).

Au 3^e alinéa, la référence au « RMI » est remplacée par les termes « RSA (revenu de solidarité active) ».

Le reste de l'article est sans changement.

Fait à Paris, le 16 juin 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

MEDEF ;
CGPME.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFE-CGC ;
CFTC ;
CGT-FO ;
CGT.